

FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE

MJM 24 : Notes dictées de Jean Monnet : Fonds Jean Monnet : Documents audiovisuels

Transcription intégrale

Track 1 : [réglages].

Track 2, 0'00" : Jean Monnet : J'ai eu deux conversations intéressantes, l'une avec Charles, et l'autre avec Pierre. J'ai dit à Charles que je croyais que l'économie française était en passe d'entrer dans de grandes difficultés [...] chiffres de la Banque de France. Il a reconnu que c'était exact. Il a toutefois dit que la raison des soldes indiqués dans le livre de la Banque de France était que les importations en France étaient plus grandes, ce qui était normal a t'il dit, puisqu'il y avait une plus grande disponibilité, une plus grande réserve. Mais il a reconnu qu'au bout d'un certain temps, la situation actuelle ne saurait se prolonger puisque l'industrie française ne semblait pas compétitive. Elle semblait d'ailleurs atteinte d'une maladie de langueur : il n'y a pas d'efforts faits dans l'industrie française.

Track 3, 0'00" : Je lui ai dit que j'avais eu une très mauvaise impression du discours de Pomp. à la télévision. Il a dit que ce dernier lui avait soumis la partie de son discours qui avait trait à l'Europe, et que, après quelques modifications, Charles l'avait acceptée. Je lui ai dit que le seul reproche que j'avais à faire à son allocution, relativement à l'Europe, était que ce n'était pas vrai, et qu'il n'était pas possible d'établir des accords entre gouvernements et de faire l'Europe. Des accords entre gouvernements sont nécessaires, mais il est absolument indispensable qu'il y ait une Commission qui prenne une vue d'ensemble etc.... (je lui ai à nouveau développé la théorie générale que nous connaissons).

Il a insisté sur le fait que la Commission se considérait comme un gouvernement, et il a cité ce fait que la Commission voulait avoir des représentants des gouvernements auprès d'elle, dont le nonce serait le Doyen, et il a semblé y attacher une très grande importance. Je lui ai dit que ceci était vraiment secondaire, et que s'il y avait eu certaines erreurs peut être à la Commission, il était facile de les corriger. Que l'impression que j'avais n'était pas qu'ils voulaient modifier la Commission, mais qu'ils voulaient modifier la structure.

A cela, Couve s'est rebellé, et il a dit « Mais non, nous ne voulons pas modifier la structure, mais nous voulons une Commission qui fasse vraiment son rôle de Commission. ». Je lui ai dit et répété que ce n'était pas du tout ce que les journaux disaient, et ce que Pompidou lui-même avait dit.

Track 3, 2'31" : Charles a admis, a reconnu et proclamé que la situation anglaise était la plus préoccupante, mais il ne s'est pas rebellé quand je lui ai dit que la situation française suivait la même voie, que le taux de production industrielle en France et en Angleterre étaient proches, et que l'affaire anglaise et la difficulté anglaise, en fait serviraient d'excuse aux difficultés françaises qui sont inévitables. Sans le dire nettement, j'ai compris qu'il serait partisan de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun ; en fait, que l'ensemble des questions pourrait se poser vers la fin de l'année, et que dans leur solution se trouverait également la question de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun.

Track 4, 0'00" : En même temps, il m'a semblé assez préoccupé du règlement de la question agricole jusqu'à la fin de l'année. Il m'a dit que peut être cette question pourrait être réglée en octobre, de telle sorte que je ne vois pas clairement encore s'ils veulent réunir toutes les questions en faisceau et discuter de l'ensemble à la fin de l'année, ou s'ils veulent régler en octobre la partie des questions qui a fait l'objet du conflit de Bruxelles.

Track 5, 0'00" : En tout cas, ce qui est clair, c'est l'animosité grandissante, profonde, contre Hallstein et la Commission. Naturellement, j'ai dit ce que je devais dire en ce qui concerne la Commission et j'ai ajouté « Vous savez ce que vous avez, et vous ne savez pas ce que vous aurez, car vous pouvez être certains que si vous contrôlez la nomination des Français, vous ne contrôlerez pas les propositions des Allemands, ou des Italiens, etc..... ». En tout cas, a-t-il dit, « nous ne voulons pas de M. Del Bo ». « Eh bien, j'espère que vous ne l'aurez pas, car ce serait en effet un mauvais choix. ». Il trouve que Pomp. ne ferait pas un bon Premier ministre. Cependant, il ajoute que le choix est entre Pomp. et le présent titulaire. Il n'a aucune idée si ce sera l'un ou si ce sera l'autre aux prochaines élections.

Track 5, 1'20" : Très critique du ministre des Finances ; disant « La vraie question c'est ça : le ministre des Finances est mauvais. » Trouvant aussi que la fixation des prix arbitraires par le gouvernement est absurde, et rend impossible le fonctionnement du système actuel dans son ensemble. J'ai eu l'impression (et cette impression m'a été confirmée au cours de la conversation que j'ai eue avec Pierre), que les discussions ont été nombreuses, mais que Giscard l'a emporté, car il a, semble-t-il, une puissance d'argumentation qui n'est pas celle des autres. Et puis il est le ministre chargé des Finances.

Track 6, 0'06" : En ce qui concerne l'élection prochaine, il n'a absolument aucune idée si ce sera le titulaire actuel ou Monsieur Pomp.. Je lui ai dit que, pour ma part, je souhaitais que ce soit le titulaire actuel, et pour une raison très simple, c'est qu'il était nécessaire que les Français se rendent compte que le système actuel était mauvais, et qu'ils ne s'en rendraient compte que si on va à un échec et à une dévaluation, ce qui me semble inévitable. L'Angleterre peut être, permettra de prendre des mesures sans sembler en avoir la responsabilité, c'est possible, mais en tout cas, je redis que sur la base des données actuelles, il me semble que le système actuel va nécessairement vers un échec, et qu'il faut que les Français se rendent compte que la responsabilité est celle du gouvernement actuel.

Track 7, 0'00" : En résumé, hostilité de plus en plus marquée à la Commission, et détermination de la changer. Se refusant de reconnaître qu'ils veulent modifier les structures, et non pas seulement les hommes. Désir pas encore clair de réunir en un faisceau toutes les questions, y compris la question de la transformation des Communautés et d'y faire entrer l'Angleterre. Possibilité de régler en octobre la question agricole de Bruxelles.

Track 8, 0'08" : Il est du même avis que moi sur le fait que nous entrons dans une période incertaine dont le contexte va évoluer : les élections allemandes nous donneront-elles un gouvernement de coalition ou pas ? c'est trop tôt pour se faire une idée en ce qui concerne la situation allemande elle-même, et la manière dont les Allemands réagiront vis-à-vis de la Communauté. Il faut attendre que les élections soient passées et qu'un gouvernement soit créé.

Track 9, 0'00" : J'ai insisté sur le fait qu'ils ont eu grand tort de ne pas aller à la réunion du 26 à Bruxelles. (Il aurait fallu régler à ce moment là). Nous sommes maintenant sur un terrain inconnu, avec une série d'événements qui vont modifier la situation générale : élections allemandes, élections anglaises possibles, crise anglaise, qui, dit-il, doit venir au mois d'octobre. Bref un ensemble de questions qui modifieront les perspectives actuelles. Il a insisté sur le fait que, pendant son séjour à Paris, Monsieur Ball se soit complètement abstenu de parler des questions du Marché commun. Il a dit « Les Américains n'ont été ni pour, ni contre. Ils ne sont intervenus en aucune manière au cours des débats de Bruxelles et dans les semaines qui ont suivi, et par conséquent c'est une affaire essentiellement entre les Européens ». Je ne tire pas de conclusion de cette remarque.

Track 10 : 0'00" : J'ai ensuite été voir Pierre. Pour Pierre, la situation ne fait pas de doute. L'économie française n'a pas de mordant. Il reconnaît et accepte les chiffres que je lui ai donnés, et les conclusions que j'en tire. Lui aussi semble reconnaître et manifester que l'autorité du ministre des Finances sur l'ensemble de la question économique est très grande, et certainement était supérieure à son autorité. Le Plan, dans la description qu'il m'a donnée de la situation, est purement secondaire. C'est le ministre des Finances qui a la haute main.

Track 11, 0'07" : Il est d'accord que le développement de la situation au cours des prochaines années nous amènera probablement à une crise, à moins que la situation anglaise, dans l'intervalle, permette de sauver la face et de prendre des mesures alors, à cette occasion, que de toute manière nous aurons à prendre plus tard. Il dit que, en somme, la dévaluation de 1958 a été absorbée dans l'exportation jusqu'en 1961 ou 1962, et puis ensuite, la productivité n'a pas pris de place, et nous sommes revenus à la situation antérieure, c'est à dire que l'industrie française n'est pas vraiment compétitive. Ripert, qui était présent à la conversation, se demande quoi faire, parce que, dit-il, ce semble être le leitmotiv de toutes leurs observations, c'est que l'industrie française manque de combativité. Alors j'ai dit qu'à mon avis, ce manque de combativité était du en grande partie au fait que les gens sont découragés parce qu'ils ne voient pas l'avenir, et ils n'ont pas confiance dans les mesures prises par le Gouvernement, quelles qu'elles soient. Ils n'ont pas nié ces paroles.

Track 12, 0'00" : Massé s'en va à la fin de l'année. Je ne lui ai pas demandé qui le remplaçait. Nous nous reverrons en septembre. Tant lui que Charles a insisté pour que dès le mois de septembre ou même au mois d'août, je leur téléphone.

Track 13, 0'04" : L'impression générale est la même que celle que j'ai eue de la conversation avec Charles, l'économie française et la situation générale française économique sont dans une mauvaise passe. Nous avons besoin d'un Marché commun, mais nous avons besoin d'un effort national qui dans une grande mesure est freiné au point de vue industriel par les mesures de contrôle tatillonnes de contrôle des prix, etc.... prises par les Finances.

Track 14, 0'00" : En ce qui me concerne, l'observation que je tire de tout cela, c'est que Charles et ses amis se rendent compte des difficultés qui sont maintenant créées en France par l'affaire de Bruxelles, et qu'il y a une certaine tentation de la régler dès le mois d'octobre. D'un autre côté, il y a certainement la vue de De Gaulle qu'il faut modifier les institutions et profiter de l'entrée de l'Angleterre pour le faire. D'autre part, tous reconnaissent que la situation est mauvaise.

Track 15 : [réglages].

Descripteurs

Thèmes :

- Commission européenne
- Communautés, transformation
- Crise (1965)
- Dévaluation (1958)
- Europe et Allemagne, présidence de la Commission
- Europe et Etats Unis, relations
- Europe et France, crise de 1965
- Europe et Grande Bretagne : entrée dans le Marché commun
- France :
- Economie
- Industrie
- Grande Bretagne : industrie
- Institutions, modifications
- Marché commun
- Politique Agricole Commune

Personnalités :

- BALL, Georges Wildman
- COUVE DE MURVILLE, Maurice

- DEL BO, Rinaldo
- GAULLE, Charles de
- GISCARD D'ESTAING, Valéry
- HALLSTEIN, Walter
- LUCET, Charles ?
- MASSE, Pierre
- POMPIDOU, Georges ?
- RIPERT, Jean